

Regard rétrospectif sur la recherche et l'enseignement/apprentissage du français en Asie du sud-est: Que faire pour l'avenir?

PHAM Duc Su
S.E.F. de Khanh Hoa

Résumé:

Ecrite à l'occasion du 10^e anniversaire des séminaires régionaux, cette communication tente de faire état des points positifs de ces rencontres annuelles. Elle en analyse ensuite certaines limites et suggère quelques actions et techniques pour de meilleures recherches-actions futures. Elle rappelle enfin la mémoire du Professeur Bernard GARDIN, instigateur de ces séminaires.

I- Etat de la recherche francophone et situation actuelle du français en Asie du Sud-Est

Dix ans se sont passés depuis que les séminaires, doctoraux puis régionaux, sont organisés dans notre région d'Asie du Sud-Est autour de plusieurs thématiques communes.

Les points positifs sont nombreux. A partir des séminaires doctoraux dans le cadre du télé-enseignement avec l'Université de Rouen, les rencontres se sont étendues dans tout le Vietnam, puis à toute la région, regroupant des participants de nationalités diverses. D'abord organisés sous l'instigation d'une Université vietnamienne (Université de Pédagogie de HCMV), des organismes francophones et étatiques –l'AUF, le CREFAP/OIF, les Ambassades de France et les Universités des 3 pays Cambodge,

Laos, Vietnam– ont pris le relais, et depuis 2000, les séminaires deviennent régionaux, attirant l'attention sur des questions communes à toute la région. L'effectif des participants a grossi avec le temps, les rencontres sont préservées annuellement et de mieux en mieux organisées ; les thématiques deviennent plus riches et plus pondérées, montrant la volonté de sauvegarder la présence du français dans la région, et enfin, depuis quelques années, de jeunes enseignants-chercheurs sont rattachés aux séminaires en vue de la formation à la recherche.

Pourtant, au Vietnam, où la plupart de ces séminaires ont été organisés dans le but de stimuler l'enseignement/apprentissage du français, cette langue continue à perdre pied, pas seulement devant l'anglais, mais encore devant certaines autres langues étrangères régionales. Même des programmes innovateurs du français (Classes bilingues, FLV₂), ayant donné beaucoup d'enthousiasme au début, ont rapidement perdu de leurs attraits. Les recherches francophones n'ont qu'une faible répercussion sur l'enseignement/apprentissage et sur la situation éducative nationale.

Sans nier les bonnes volontés et efforts francophones et nationaux pour sauvegarder le français et la francophonie dans la région, force est de reconnaître qu'il y a encore quelque chose qui cloche quelque part. Aussi, à cette heure de bilan du 10^e anniversaire, s'il est de règle de se féliciter des succès des séminaires régionaux, peut-être n'est-il pas de mauvais ton de se reposer la question de la régression du français, et de là, de réfléchir ensemble à des solutions permettant à cette langue de ne pas disparaître totalement de la scène éducative de l'Asie du Sud-Est.

Les raisons du recul du français sont nombreuses. Il y a tout d'abord la tendance générale de notre époque. Face à l'anglais utilisé dans tous les secteurs importants de la vie internationale (politique, diplomatie, économie, commerce, science et technologies, industries de récréation,...) et l'esprit de plus en plus

pragmatique des gens, les langues perdent aux yeux de nos sociétés leur fonction éducatrice et culturelle pour ne plus avoir qu'un rôle économique. Ce pragmatisme à outrance pousse l'ensemble de la population, mais aussi des gestionnaires éducatifs, à préférer l'anglais ou la langue des 'puissances économiques régionales' (japonais, coréen...) au français, réputé « langue belle », mais qui ne permet pas de trouver facilement un emploi stable et/ou bien payant.

Puis, il y a les politiques linguistiques des organismes francophones et nationaux qui fluctuent également selon le marché mondial ou régional. La précarité actuelle des subventions étrangères à l'enseignement/apprentissage et aux recherches en français, les changements de postures en éducation linguistique des organismes nationaux en sont quelques preuves.

Mais de notre côté, chercheurs et enseignants de français, il y a peut-être aussi des choses à revoir. Par exemple, il semble exister toujours:

- un cloisonnement entre les chercheurs de différentes universités à l'intérieur d'un pays même. Si l'on prend le cas du Vietnam, on voit que chaque université ne s'occupe que de ses propres recherches et qu'il n'existe aucun organisme capable de motiver et gérer réellement les recherches francophones dans le pays. De là, il n'y a pas de conjugaison d'énergies et de compétences ; et peu de recherches d'envergure ont pu être entreprises pour résoudre les problèmes de notre éducation. Plus près encore, regardons les interventions proposées au cours de nos nombreux séminaires. Il faudrait avouer que beaucoup d'entre elles ne sont pas encore des vrais produits scientifiques visant la résolution des problèmes éducatifs du pays. Enfin, si certaines recherches sérieuses ont été réalisées, leurs résultats sont rédigés en une seule langue, le français, et de ce fait, ont très peu d'impact sur l'enseignement/apprentissage dans le pays ;

- d'autre part, il n'y a pas non plus de coopération avec des chercheurs nationaux d'autres domaines scientifiques (langues, éducation, culture,...), tout comme dans l'enseignement/ apprentissage, on observe peu de collaboration de nos enseignants de français avec ceux d'autres matières. C'est ainsi que nous nous isolons, et le français est devenu non plus une langue étrangère vivante, mais une langue « étrange ». Nous n'avons pas trouvé de moyens efficaces pour le rendre visible, la société ne voit pas son utilité pour le système éducatif ou pour le développement du pays. Il n'est donc pas étonnant de le voir de plus en plus délaissé.

II- Quelles solutions possibles pour l'avenir ?

Que faire alors pour que le français bénéficie, non plus du statut d'une matière scolaire privilégiée d'autrefois, mais quand même d'un certain « laisser-vivre », pour le temps présent et dans l'avenir ?

On peut dire tout de suite que la réunion des énergies et des compétences reste la solution de base. Dans la réalité, la conjugaison de nos efforts à certaines occasions a réussi à faire changer certaines décisions politiques d'en haut.

Cependant, pour des résultats plus probants, il faudra encore mieux nous organiser pour entreprendre des actions qui puissent montrer aux décideurs et à la société que nous et nos travaux pouvons leur être utiles. Bien sûr, certains problèmes –la préférence généralisée pour l'anglais et certains changements en politique linguistique– seraient insurmontables. D'autres sont aussi très ardues, mais ils ne seront pas insolubles si, ensemble, nous montrons plus de ténacité pour contourner les obstacles administratifs et réaliser des actions qui nous rendront plus visibles à la société.

Par exemple, pour des recherches:

1- Il nous faudra pouvoir concentrer des compétences, finances et efforts pour réaliser des projets de plus grande envergure, de meilleure qualité et de valeur plus pragmatique. Pour cela, il faudra des *équipes mixtes pluri-compétentes, réellement motivées, composées de chercheurs de différentes universités, de différents domaines scientifiques et/ou de nationalités, et disposant suffisamment de temps et de moyens...* Pour financer ces grands projets inter-universitaires, nationaux ou internationaux, dans lesquels nos chercheurs francophones seront présents et en seront des membres actifs, en dehors des subventions francophones, il serait temps de réfléchir aux moyens permettant de *mettre en commun des crédits octroyés à la recherche par les MEFs* aux différentes universités.

2- Surtout, il faut que ces équipes puissent proposer aux décideurs des recherches visant la résolution des problèmes éducatifs, didactiques, socio-pédagogiques, à la fois sur les plans théorique et pratique, à l'échelle du pays et avec des méthodologies appropriées. De cette manière, nos travaux apporteront de vraies solutions scientifiques aux questions socio-éducatives du pays et contribueront à la recherche internationale, ce qui permettrait de mieux convaincre les gestionnaires de l'utilité du maintien de l'enseignement/apprentissage du français et de la recherche francophone. En fait, pour préserver le français, un des moyens serait aussi de gagner la confiance des responsables étatiques, pas seulement éducatifs mais d'autres domaines et secteurs d'activités du pays.

3- Il faudrait enfin des efforts de 'diplomatie' pour convaincre les instances scientifiques, éducatives du pays et les organismes francophones de coopération étrangère de la validité de nos projets de recherche, pour qu'ils nous appuient et nous aident à les réaliser correctement.

Tout cela est bien sûr difficile, mais parmi nous, il y a beaucoup de collègues avec des compétences et statuts appropriés, capables de faire évoluer la situation. Peut-être, il faudrait que nous commencions d'abord par reconnaître mutuellement nos compétences et valeurs pour pouvoir nous réunir et collaborer réellement. Par ailleurs, il est temps de combattre le « laisser-aller » proche du « désespoir » de certains enseignants et chercheurs francophones devant le recul incessant du français en milieu social, scolaire et universitaire.

III- Une technique pour les recherches-actions futures: la vidéo de classe

Dans le sens de ce qui vient d'être dit, pour contribuer à la qualité des recherches-actions futures, nous aimerions porter à la connaissance de ce séminaire une méthodologie et une technique que nous avons acquises à travers la recherche *Culture d'enseignement, Culture d'apprentissage* (CECA_Vietnam 2006-2009). Il s'agissait d'étudier les problèmes de l'enseignement/apprentissage du français et de l'éducation, pas seulement sous l'angle didactique, mais aussi sociologique, ethnographique et anthropologique. Cette méthodologie se réalise avec une technique à laquelle beaucoup de chercheurs en langues et en didactique et en langues au Vietnam ne sont pas encore habitués. Il s'agit de produire nous-mêmes des vidéos de classe et de travailler sur ces documents audio-visuels en même temps que sur les questionnaires écrits ou entretiens classiques.

L'avantage de la méthode est qu'elle n'est pas très compliquée et permet d'obtenir des données plus fidèles aux réalités observées. Pour réussir, même si l'on ne possède pas tous les détails technologiques, il suffit d'avoir certaines connaissances de base et respecter quelques principes méthodologiques. Par exemple, il faut un protocole de recherche pour envisager les types de données à recueillir, et sur cette base, d'élaborer un scénario de filmage assez précis. Si ce dernier n'est pas à communiquer par avance aux

enseignants et élèves pour préserver le naturel des classes filmées, au contraire, il sera indispensable de le travailler en détail avec les techniciens en vue des consignes précises pour le filmage et le montage des vidéos.

Dans notre expérience, cette technique de vidéos de classe est un outil très puissant car elle permet d'étudier une situation d'enseignement/apprentissage sous plusieurs angles différents. C'est grâce à elle que notre équipe CECA-Vietnam a repéré et mieux compris les causes de certains importants obstacles à l'acquisition du français de nos élèves. Nous avons eu l'occasion d'en rapporter certains résultats au dernier séminaire 2008 à Danang.

Par ailleurs, la vidéo pourra également servir d'instrument efficace pour la formation des enseignants. Une fois, pendant la recherche CECA, j'ai passé une vidéo au professeur dont la classe avait été filmée, *sans aucune remarque ni commentaire*. Le lendemain, le professeur elle-même m'a avoué qu'en visionnant la vidéo, elle s'est réalisée que son discours n'était pas aussi facile à suivre qu'elle ne l'avait cru, à cause de son accent et son débit plutôt rapide. Cette anecdote permet de penser que si les vidéos de classe sont bien produites, puis utilisées correctement et avec tact, leur force de persuasion et de formation sera beaucoup plus grande que celle des remarques issues de l'observation de classe habituelle.

IV- Conclusion

Pour terminer cette intervention, je voudrais, en ce 10^e anniversaire de nos séminaires régionaux, nous rappeler la mémoire de Monsieur Bernard GARDIN, feu professeur à l'Université de Rouen, où beaucoup d'entre nous avons fait nos études ou thèses. A vrai dire, je n'ai pas eu la chance d'avoir des relations très proches avec lui comme certains collègues. Il m'a laissé pourtant un souvenir ineffaçable de par ses cours,

conférences et présidences de soutenances de mémoires et de thèses.

Initiateur de nos séminaires et des recherches francophones au Vietnam, M. Bernard GARDIN nous a montré le profil d'un maître et d'un scientifique exemplaires: intégrité et dévouement infatigable pour le métier d'enseignant et de chercheur ; professeur et directeur exigeant mais très compréhensif de ses étudiants ; et surtout 'apprenant' continu. Une fois, lors d'un atelier du colloque sur la 'Médiation en langues' organisé à Rouen en 2000, il a dit lui-même que le problème de politesse dans la langue, il l'a 'appris' de ses étudiants vietnamiens et asiatiques. Espérons que les leçons et l'exemple qu'il nous a laissés demeurent une force pour la vie d'enseignant et de chercheur de chacun d'entre nous, et que cette force nous pousse à sans cesse nous dépasser, pour le bien de nos apprenants et pour celui de nos pays respectifs.

BIBLIOGRAPHIE

PHAM Duc Su,

- 2008, Est-ce possible que le français devienne un vecteur d'innovation pédagogique au Vietnam ? Et si oui, comment ? Actes du séminaire régional: « *Enseignement du et en français dans un contexte en évolution: enjeux et perspectives* », VALOFRASE, Université de Danang.
- 2006, Maintenir et développer le français comme le moteur de la francophonie et de la francophilie dans la région d'Asie-Pacifique ? Oui, mais comment ?, dans S. Dreyer et R. Juan (dirs.), 2009, « *Le français, la francophonie et la francophilie en Asie-Pacifique: spécificités et interrogations* », L'Harmattan, Paris.
- 2005, Innover l'enseignement/apprentissage du français. Que faire d'abord ? Actes du séminaire régional Asie-Pacifique:

« *Contacts des langues et innovations pédagogiques* », CREFAP/OIF, Ambassade de France, AUF, ESLE-Université Nationale de Hanoi, Hanoi.

- 2003, Quelles pistes pour la recherche en français au Vietnam ?, Actes du colloque national: « *Pour le renouveau de l'enseignement universitaire* », Ecole Supérieure des Langues Etrangères, Ministère de l'Education et de la Formation, 22 mai, Hanoi.